

La sociologie et le monde

Entretien avec Immanuel Wallerstein

Laëtitia ATLANI-DUAULT, Stéphane DUFOIX
et Michel WIEVIORKA

Socio : Nous traversons depuis quelques années une période où le mot « crise » est sur toutes les lèvres : crise de l'euro et de l'Europe, crise financière... On sait que le thème de la crise des sciences sociales est récurrent depuis au moins les années 1950. Estimez-vous que les sciences sociales sont, elles aussi, actuellement en crise ou qu'elles connaissent plutôt une période d'épanouissement ?

Immanuel Wallerstein : La crise générale du système-monde dans lequel nous vivons, crise qui, pour moi, ne date pas de 2008 mais plutôt des années 1970, entraîne en même temps une crise dans ce que j'appelle les structures du savoir. Cette crise dure depuis trente ou quarante ans. Elle a sa logique interne et son importance, à la fois pour les sciences sociales ou les structures du savoir en général, et sur l'évolution de la crise générale du système-monde. La crise provient du divorce infondé entre philosophie et science à partir du XVIII^e siècle. Selon moi, cette dualité épistémologique n'est pas acceptable. Depuis quarante, cinquante ans, je me suis efforcé de réunifier épistémologiquement le monde du savoir.

En ce qui concerne les sciences sociales et historiques tout particulièrement, j'ai essayé de montrer pourquoi les divisions par discipline (sociologie, anthropologie, histoire, science politique, économie, etc.), qui ont été créées

au XIX^e siècle, ne sont plus logiques du point de vue intellectuel, même si elles ont acquis une force évidente sur le plan organisationnel.

Socio : D'un autre côté, depuis les années 1970-1980, on a assisté à plusieurs évolutions importantes dans le monde des sciences sociales, qu'il s'agisse de leur émergence en Amérique latine, en Afrique et en Asie, ou bien encore de la montée en puissance puis de l'institutionnalisation de nouveaux courants transversaux comme les *gender studies*, les *postcolonial studies* ou les *global studies*. Cette apparition de nouveaux mouvements qui viennent fréquemment transgresser les frontières disciplinaires va-t-elle dans le sens d'une unification ou d'un éclatement épistémologique ?

I. W. : Il me semble que cela va d'abord dans le sens de la confusion. Il faut avant tout rappeler qu'il y avait, dans la révolution mondiale de 1968, un élément très important que j'appelle « les cris du cœur des gens oubliés » : les femmes, les minorités sociales, les minorités sexuelles, etc. Il s'agissait de mouvements sociaux, mais, à ce moment-là, à l'université aussi, les gens commençaient à dire : « il faut créer des *gender studies*, il faut faire ceci ou cela », et cela allait dans la direction d'une transgression des frontières, d'un essai de regroupement des approches. Durant les années 1980-1990, on a commencé à parler de l'interconnexion entre race, genre, classe, etc., ce qui constituait un effort pour réunifier, pour repenser sur d'autres bases ce qui est fait dans les sciences sociales. Je considère tout cela comme un mouvement positif.

Quant à la globalisation, c'est une très bonne chose d'en parler quand cela signifie que les gens se rendent compte qu'il y a un monde au-delà du petit coin de terre dans lequel ils se trouvent. Mais, pour moi, la conceptualisation de la globalisation a été utilisée par les néolibéraux pour freiner ce qui se passe dans le monde réel, le système-monde, et dans le monde du savoir. Comme j'ai pu le dénoncer à plusieurs reprises, cette conceptualisation néolibérale me semble très éloignée d'une tentative de repenser le monde dans un contexte global.

Vous avez évoqué dans votre question l'éclosion des sciences sociales dans les parties non occidentales du monde. Cette éclosion est très positive, mais cela fait partie aussi de l'évolution générale des pays concernés, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas simplement d'un phénomène intellectuel, mais aussi d'une question financière, puisqu'il faut avoir des fonds pour réa-

liser de telles études, et c'est la raison pour laquelle cela se fait difficilement en Afrique. Mais au Brésil, en Chine, en Inde, certains s'efforcent de créer des structures de recherche locales et de repenser les bases de l'analyse en disant : « Nous avons une optique qui est peut-être différente de la vôtre et il faut inclure cette éventualité dans les travaux. » Cela dit, ce mouvement n'est encore qu'à l'état d'ébauche dans la mise en cause de ce que nous avons appris avant les années 1960, car il ne comporte pas encore d'affirmations, une vision claire sur ce vers quoi il faut aller. J'y vois cependant comme un fourmillement important qui va dans la bonne direction.

Socio : Pourriez-vous revenir sur cette tension entre, d'une part, une globalisation que vous critiquez dans nombre de vos publications et, d'autre part, le mouvement des *global studies* qui, peut-être, serait un pas vers l'unification épistémologique que vous appelez de vos vœux ?

I. W. : La globalisation renvoie à une théorie plus ou moins précise. De façon générale, cette notion implique qu'il y aurait eu un changement important, dont la date est située de façon variable selon les auteurs, depuis un passé récent jusqu'à il y a environ cinquante ans. Souvent, l'idée principale est la suivante : avant, tout était national, maintenant tout est global.

J'ai critiqué cette analyse en disant qu'il s'agit en réalité d'un mouvement mondial qui a commencé il y a cinq siècles. Par ailleurs, quels sont les critères qui fondent cette théorie de la globalisation ? Elle est basée sur la notion de frontières ouvertes, ce qui va dans la même direction que celle empruntée par les néolibéraux : il faut maintenir des frontières très ouvertes afin de favoriser le capital et l'investissement. En fait, c'est le slogan de M^{me} Thatcher, selon lequel il n'y a pas d'alternative¹. Cette idée ne s'appuie pas sur une analyse juste, mais elle a une tonalité politique très nette, très claire. Bien que pour moi la crise économique actuelle ait commencé depuis quarante ans, ce n'est qu'en 2008 que les gens ont reçu comme un choc « la nouvelle » qu'il y avait une crise et que l'on a commencé à réutiliser le mot crise.

1. « *There is no alternative* » (souvent présentée sous la forme de l'acronyme TINA) est une phrase fréquemment utilisée pour décrire et critiquer la vision néolibérale selon laquelle il ne sert à rien de s'opposer aux forces du marché et de la mondialisation car elles sont

irrépressibles. On l'attribue généralement à Margaret Thatcher qui, le 25 juin 1980, dans une conférence donnée devant les correspondants de presse américains à Londres, déclare : « *There really is no alternative.* »

Ce serait intéressant de faire une analyse de l'utilisation du mot crise. Au cours des années 1960 et au début des années 1970, ce mot était très utilisé, puis il a disparu, jusqu'en 2008, et maintenant on le lit dans tous les journaux. Tout le monde parle de crise.

Socio : Peut-on dire pour résumer votre position que la globalisation comme réalité historique et donc comme conceptualisation générale du monde est très contestable, mais que l'idée de pensée globale est acceptable ?

I. W. : Non seulement acceptable, mais essentielle. Cette idée de pensée globale est au fondement de l'analyse des systèmes-monde que je prône. L'élément le plus capital de cette forme d'analyse, c'est de dire que nous vivons dans un système-monde et qu'on ne peut pas analyser le monde comme si les États existaient chacun de manière autonome, parfois avec des relations entre eux, mais séparés les uns des autres. Il y a d'abord le système-monde, puis les États, et non les États puis le système-monde. Penser globalement est donc essentiel.

Socio : Si l'on se tourne vers l'avenir des sciences sociales, quelle direction vous apparaît comme la plus vraisemblable ? Quelle est celle qui serait souhaitable ? Une direction vous paraît-elle dangereuse pour la science sociale, les sciences sociales ou les sciences sociales historiques ?

I. W. : J'ai pris position pour l'unidisciplinarité de ce que j'appelle les sciences sociales historiques ou autrement dit, pour la science sociale historique comme une seule discipline intellectuelle. Évidemment, tout le monde ne peut pas travailler sur tout et, si demain tous tombent d'accord pour tout mélanger, il y aura nécessairement des subdivisions. Je donne souvent l'exemple de ce qui s'est passé avec la biologie. Avant la Seconde Guerre mondiale, dans les universités, existaient un département de zoologie et un département de biologie. Entre 1945 et 1955, ils ont fusionné en un seul et unique département de biologie. Immédiatement se sont alors créés des sous-disciplines, des secteurs différents. Et je suppose que si, demain ou d'ici à cinq ans, on crée une seule discipline à l'université sous le nom de science sociale historique, aussitôt des sous-groupes vont se créer. En réponse à mon article publié dans *Current Anthropology*, qui a

été soumis à discussion, j'ai trouvé un commentaire très intéressant d'un anthropologue allemand qui disait : « Je suis d'accord en principe, mais si on crée de nouvelles structures, des sous-disciplines, je me demande si je trouverais un groupe vraiment différent du groupe dans lequel je me trouve actuellement. On va ajouter certains groupes, on va en éliminer d'autres, mais peut-être qu'en termes d'organisation, je me trouverai avec le même groupe. » Peut-être a-t-il raison.

Ce que je souhaite, c'est l'éclosion d'une nouvelle organisation intellectuelle, plus intéressante que celle qui existe actuellement. Est-ce possible ? Pour y parvenir, il faudrait une grande lutte. Il y a certes aujourd'hui un élément qui pousse dans la direction de l'unidisciplinarité, mais qui n'est pas nécessairement bon : je veux parler des financeurs, des gouvernements nationaux, etc., qui sont mus par des considérations bureaucratiques. Pour eux, le moteur du changement ne relève pas d'une question intellectuelle : il s'agit de réduire les dépenses, de répondre à des demandes dans le monde de l'emploi. Ce sont de mauvaises motivations, mais qui produisent un courant actuellement très puissant. Dans beaucoup d'universités, les décisions sont prises par des gens qui ne sont pas universitaires eux-mêmes mais qui viennent soit de la politique, soit de l'entreprise, et qui vont pousser dans des directions qui ne sont pas intéressantes intellectuellement.

Déjà, la réduction des moyens financiers consacrés aux universités est bien réelle. Partout dans le monde, on observe depuis les années 1970 une réduction importante de la dépense par étudiant et de la création d'universités, alors même que le nombre d'étudiants augmente. Deux tendances se dessinent, qui peuvent conduire dans deux directions tout à fait différentes : soit vers une reprise en main et une refonte intellectuelle de l'université ; soit vers la domination des bureaucrates et la quasi-destruction des universités, avec ce que j'appelle en anglais la *high-schoolization* des universités, la transformation des universités en lycées améliorés. Cette seconde tendance entraîne concrètement des classes surchargées et des professeurs mal payés, qui n'ont pas de temps pour la recherche et qui voient le nombre de leurs heures de cours augmenter. Je constate déjà cela un peu partout.

J'espère qu'il y aura une réaction des universitaires pour dire : « Il faut que nous nous unissions face à cela. » Cette réaction va-t-elle se produire ? Je n'en suis pas sûr. Cela dépend aussi de la lutte politique plus générale que j'envisage face à la crise structurelle du système capitaliste.

Socio : Parmi les réactions de vos collègues, voyez-vous un sursaut intellectuel ?

I. W. : Je vois un sursaut des universitaires, mais je ne vois pas un sursaut clair. C'est pour cela que je parle plutôt de confusion. Les gens se sentent incommodés, ils veulent faire quelque chose, ils réagissent, mais sans une vision globale de ce qui se passe. Ils voient les problèmes à l'échelle de leur pays; il me semble que la plupart des universitaires concernés ne voient pas que la même chose se passe un peu partout, et ils ne se demandent donc pas pourquoi. En particulier chez les universitaires issus des sciences humaines et des humanités, il y a une résistance à l'analyse structurelle, ce qui les empêche de saisir clairement ce qui se passe, et ce qui minimise leur efficacité politique au sein de l'université.

Socio : Que faut-il, à votre avis, pour transformer les sciences sociales²? Faut-il juste attendre, ou bien, pour vous qui étudiez les systèmes-monde dans leur très longue durée, un choc ne sera-t-il pas nécessaire pour que les sciences sociales se transforment ?

I. W. : Peut-être qu'il faudra un choc... Et, si choc il devait y avoir, ce serait éventuellement à travers l'élimination de certains départements dans certaines universités. On commence à le faire, c'est déjà le choc du chômage qui a lancé les *Occupy movements*, et des mouvements de ce type peuvent se multiplier. Réagir, c'est mettre en question tout le système. Le choc sera peut-être dans les cinq ou les dix années à venir. Même si cela ne se fait que dans un, deux ou trois pays, il y aura un effet de diffusion, comme dans le cas des *Occupy movements* ou celui des « Indignés », ou comme ce qui se passe en Grèce.

Socio : Vous avez écrit que si on voulait faire de la bonne science sociale, il faudrait être capable de lire entre cinq et sept langues. N'est-on pas devant une espèce d'inflation de travaux qui rend très compliquée la possibilité d'avancer ?

2. Voir sur ce thème Wallerstein, [1991] 1995, ainsi que le texte du rapport de la commission Gulbenkian qu'il a dirigée (Wallerstein, 1996).

I. W. : C'est sûr. J'éprouve moi-même des difficultés pour être au courant de la parution des livres. Il m'arrive de découvrir un livre publié cinq ans plus tôt, sans que son nom même me soit connu, parce que nous dépendons des recensions et que les recensions sont limitées. Et je n'évoque ici que les parutions dans une même langue. C'est aujourd'hui un problème dans tous les domaines : il y a tant de choses émises dans le monde, notamment à travers l'Internet, qu'on n'arrive pas à sélectionner. Je peux seulement dire à ce propos que les revues ont un rôle évident à tenir pour essayer d'éclairer les coins reculés du travail intellectuel.

L'apprentissage des langues, en particulier, doit être mieux valorisé. La domination de l'anglais, qui est réelle, est à mon sens à son apogée, parce que cette domination a résulté d'une situation géopolitique spécifique qui n'est plus d'actualité. Avec le déclin des États-Unis, d'autres langues commencent à s'imposer largement, une tendance qui va se renforcer et qui justifie d'autant plus la nécessité de pousser les structures universitaires à insister sur l'importance des langues. J'ai une anecdote à ce propos. Mon grand ami Polonais l'historien Marian Malowist³, qui m'a beaucoup influencé, a commencé à enseigner dans les années 1945-1950. Il était polyglotte. Il me disait en 1970 : « Vous savez, c'est triste. Quand j'ai commencé à être professeur, si les jeunes voulaient entrer dans mon séminaire, j'exigeais d'eux la connaissance de quatre langues. Maintenant, je ne peux exiger que deux langues ! » Je suppose que trente ans après, même deux langues, cela peut être trop. Mais ce recul n'est pas inévitable. Avant la Seconde Guerre mondiale il y avait des réunions internationales, surtout d'historiens, qui réunissaient entre cent et cent cinquante personnes. Dans de telles réunions, il était d'usage que les gens puissent tenir leur discours dans l'une ou l'autre de quatre langues : anglais, allemand, français, italien. Il n'y avait pas de traduction. On présuait que les personnes qui étaient là pouvaient comprendre au moins trois sur quatre de ces langues. Après guerre, l'allemand et l'italien ont disparu parce que l'Allemagne et l'Italie ont été éliminées sur le plan géopolitique. Le français a été maintenu tant bien que mal et maintenant, on ajoute un peu

3. Professeur d'histoire à l'université de Varsovie, Marian Malowist (1909-1988) était un spécialiste de l'histoire économique et sociale de la Pologne et de l'Europe

médiévale. Il a également travaillé sur l'Afrique de l'Ouest précoloniale et collaboré à la revue *Les Annales*. (Note de la rédaction.)

l'espagnol. Ce sont des éléments géopolitiques, et non pas intellectuels, qui ont décidé de tout cela.

Socio : Si l'on suit votre raisonnement, dans cinquante ans une part importante des sciences sociales sera publiée en chinois, en arabe, peut-être en russe et en portugais.

I. W. : Cela dépendra également de l'importance des œuvres. Mais tout traduire est impossible. Si 1 % de ce qui est publié était traduit, ce serait déjà énorme, mais cela coûte cher et les éditeurs ne le font pas. Nous sommes coupés de ce qui se passe. J'ai déjà senti cette coupure par rapport au japonais. Il y a des choses que je veux lire en japonais, j'ai même commencé à étudier cette langue à un moment donné, mais je n'ai pas eu le temps de m'y consacrer sérieusement. J'espère que les jeunes générations vont se rendre compte de leur cloisonnement dans une seule langue, qu'elles vont commencer à en apprendre d'autres, et que cela aura un impact sur les universités, en les poussant à exiger l'apprentissage des langues. Cela serait une bonne chose, à condition que les bureaucrates ne mettent pas uniquement l'accent sur des perspectives de rentabilité et de profit.

Socio : On aurait pu imaginer que l'émergence de l'anglais comme une sorte de *lingua franca* universitaire ou académique pouvait justement permettre un décloisonnement et aider à penser global. Or vous nous indiquez que si l'on veut réussir à penser global, il faut aller vers plusieurs langues, comme si l'anglais était un frein.

I. W. : Les dernières études de la neuropsychologie ou de la neuroscience montrent qu'un petit enfant de six mois qui vit dans une famille bilingue, non seulement trouve plus facile d'apprendre les langues mais trouve plus facile de comprendre la réalité. Parce que les langues ne sont pas neutres : elles portent une vision du monde. Le fait que l'anglais soit *lingua franca* réduit la complexité de la discussion.

Socio : Quels sont aujourd'hui pour vous, en dehors de votre propre travail, les courants, les paradigmes, les auteurs, les façons de penser qui les plus prometteurs, si on peut les identifier, et quels sont au contraire ceux qui semblent beaucoup plus nous tirer vers le passé ?

I. W. : Je me trouve toujours en difficulté quand il faut donner des bonnes notes ou des mauvaises notes!

Socio : Reformulons la question : si vous deviez aider un étudiant souhaitant se diriger vers les sciences sociales, quels conseils de lecture lui donneriez-vous

I. W. : Il est difficile de répondre à cette question, mais j'encourage en premier lieu à lire les auteurs importants. J'ai en effet l'impression, dans toutes les disciplines, qu'on cite des auteurs et des idées dont il est question dans des manuels, mais qu'on ne lit pas Weber, Marx, Durkheim, Adam Smith, Ricardo, Radcliffe-Brown : on ne lit pas ces auteurs. J'insiste toujours sur l'importance de la lecture réelle. J'essaie également de persuader les étudiants de lire beaucoup dans d'autres disciplines que la leur, par exemple, pour un sociologue, de lire Adam Smith. Je pense que le dernier livre d'Arrighi⁴, avec lequel j'ai beaucoup de difficultés, a ceci d'excellent qu'il a relu Adam Smith et qu'il comprend l'importance de sa pensée pour une analyse de l'actualité, notamment en Chine.

Cela dit, la revue étatsunienne *Contemporary Sociology* a demandé à plusieurs personnes d'écrire un petit article de recommandations de lectures et j'ai, pour ma part, choisi Ivar Ekeland⁵, un mathématicien français d'origine norvégienne qui s'intéresse beaucoup à l'économie. C'est un homme fascinant parce qu'il s'intéresse aussi aux sagas nordiques, qu'il a lues dans leurs versions originales. Il a publié des livres montrant que des problèmes intellectuels scientifiques de première importance y ont été abordés d'une manière très intéressante. Il explique que pour aller de l'avant dans l'analyse des problèmes mathématiques, il ne faut pas négliger les sagas nordiques, et montre chapitre par chapitre comment y sont soulevées des questions fondamentales. Cela a été pour moi une ouverture très importante quand j'ai découvert à travers lui l'idée qu'un mathématicien pense que pour aller plus loin dans la mathématique pure, il faut se plonger dans les sagas nor-

4. Giovanni Arrighi (1937-2009) est un économiste et sociologue italien qui a travaillé à partir de 1979 avec Immanuel Wallerstein sur la théorie du système-monde. Son seul ouvrage traduit en

français est aussi le dernier qu'il ait écrit: *Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise* (Arrighi, [2007] 2009).

5. Ivar Ekeland est un spécialiste de la théorie du chaos.

diques ou dans d'autres sagas. Ce fut une révélation ! Je conseille la lecture de plusieurs petits livres fascinants de cet auteur.

Socio : Votre position est tout à fait étonnante, surtout dans le climat actuel ! Vous considérez donc qu'il est nécessaire pour un chercheur de ne pas développer de trop grands préjugés théoriques et qu'il devrait pour cela conserver une sorte de curiosité ouverte, d'éclectisme de la découverte, de l'ouverture et de la rencontre...

I. W. : Je passe la plupart de mon temps à lire des auteurs dans le grand courant de l'analyse des systèmes-monde, mais je retiens le conseil d'un de mes professeurs de littérature, Mark Van Doren. Un jour, j'ai eu l'occasion de discuter avec lui dans son bureau et il m'a expliqué sa vision de l'apprentissage. Il disait : « C'est comme s'il y avait un grand mur qui vous empêche de voir la réalité qui est de l'autre côté. Il faut creuser un trou afin d'aller de l'autre côté et, une fois là, on peut voir tout ce qui se passe. » J'ai trouvé cela sage. J'ai essayé de creuser mon trou, qui est pour moi l'analyse des systèmes-monde. J'ai passé mon temps à le faire pour voir une grande réalité. Mais j'ai parfois besoin d'autres choses que des lectures sur les systèmes-mondes pour m'aider à creuser ce trou, comme par exemple les sagas d'Ekland !

Socio : Pour terminer, pouvez-vous nous indiquer quels sont vos chantiers actuels ?

I. W. : Je travaille dans trois domaines différents à la fois. Premièrement, j'essaye de faire l'historique du système-monde moderne. C'est l'objet des quatre tomes du *Modern World-System* déjà existants et je travaille aux cinquième et sixième tomes, afin de clarifier ce qui s'est passé dans notre système historique. Deuxièmement, j'essaye d'analyser ce qui se passe dans l'actualité du point de vue de la crise structurelle dans laquelle nous sommes engagés : les systèmes ont des vies qui ne sont pas éternelles et, quand ils sont loin d'être à l'équilibre, la crise structurelle se profile. Analyser cette crise, c'est un peu accéder à l'avenir, anticiper sur ce qui va se passer dans les cinquante ans à venir. Troisièmement, j'essaie de continuer une analyse des structures du savoir en lisant, en écrivant des articles sur ce sujet.

Par ailleurs, je viens d'écrire un long essai qui va paraître dans un ouvrage réunissant cinq personnes sur le thème de la crise du capitalisme.

J'ai déjà rédigé diverses versions de ce travail pour répondre à des demandes spécifiques qui me sont adressées. Je suis aussi engagé dans un grand projet international pour montrer à quel point le système-monde actuel est polarisant et non convergent. Cela fait cinq ans que nous étudions cette question sur laquelle j'ai à faire un grand travail de mise en forme.

Wallerstein et le système-monde

Né en 1930, Immanuel Wallerstein suit des études de sociologie à l'université de Columbia où il obtient son doctorat en 1959. Il y enseigne jusqu'en 1971 avant de rejoindre l'université McGill de Montréal. L'essentiel de sa carrière enseignante, entre 1976 et 1999, se déroule à l'université de Binghamton (State University of New York) où il crée le Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations, centre qu'il dirige jusqu'en 2005. Entre 1994 et 1998, il préside l'Association internationale de sociologie. Si les premiers travaux de Wallerstein, sur l'ensemble des années 1960 et le début des années 1970, concernent l'Afrique de l'Ouest – et en particulier l'Afrique francophone – en situation postcoloniale¹, il s'est fait mondialement connaître pour l'ampleur de ses analyses dans deux domaines : celui de la sociologie historique du système-monde moderne et celui de l'épistémologie des sciences sociales².

Depuis quarante ans, Immanuel Wallerstein s'attache à décrire et à analyser ce qu'il appelle « le système monde moderne » depuis la fin du xv^e siècle jusqu'à nos jours. Cette entreprise est censée se décliner

1. L'un de ses tout premiers articles, « Le Ghana face au présent », paraît en français dans *Présence africaine* (Wallerstein, 1958).

2. Pour une appréciation critique de l'œuvre de Wallerstein, on peut lire Palumbo-Liu, Robbins et Nirvana, 2011.

On peut aussi se reporter au récent article de William Robinson (2011), avec la réponse de Wallerstein dans *International Sociology* (Wallerstein, 2012). En français, il n'existe à l'heure actuelle aucune véritable étude consacrée à Wallerstein.

en six volumes, dont quatre ont d'ores et déjà paru entre 1974 et 2011 (Wallerstein, [1974], 2011a; [1980] 2011b; [1989] 2011c; 2011d. Selon ses propres termes, « un système-monde n'est pas le système du monde, mais un système qui constitue un monde et qui peut occuper, comme cela a été le plus souvent le cas, une zone plus réduite que la totalité du globe³ ». Il n'existe donc pas un seul système du monde – c'est la différence entre le *world system* et le *world-system*⁴ – et l'histoire du monde a connu plusieurs systèmes-monde, sous la forme soit d'économies-monde, concept emprunté à Fernand Braudel, l'un des grands inspirateurs de Wallerstein, soit d'empires-monde comme l'empire romain ou la Chine des Han.

Le système-monde moderne est celui de l'économie-monde capitaliste. Il se met en place à partir de la fin du xv^e siècle à la suite d'une convergence de processus de différents ordres : politique avec la crise du féodalisme, économique avec le développement de nouvelles formes de crédits, culturel avec l'essor de l'imprimerie, technologique enfin, avec l'invention des moyens permettant d'explorer le monde plus avant et notamment d'inclure le Nouveau Monde dans l'économie européenne. Ce système-monde présente la particularité de ne pas connaître de centre politique unique. Au contraire, il incorpore des unités politiques et culturelles différentes, particularité que Wallerstein analyse comme une des conditions de l'expansion du système. Cette économie-monde s'organise selon une division hiérarchique du travail à la fois spatiale et économique.

3. Il s'agit de la définition consolidée telle qu'elle apparaît dans Wallerstein, 2004b, p. 98 (p. 147 dans la traduction française).

4. Le trait d'union entre « système » et « monde » est sans doute le plus célèbre de toute la théorie sociale contemporaine. Il transpose en anglais la distinction braudelienne entre économie-monde et économie mondiale. Il est au cœur de la longue controverse académique entre Immanuel Wallerstein et l'économiste allemand Andre Gunder Frank. Ce dernier

utilise l'expression *world system*, que l'on peut traduire par « système mondial » pour évoquer l'existence d'un système d'échanges à l'échelle du monde (Asie, Europe, Afrique) dès le quatrième millénaire avant l'ère chrétienne. La controverse a duré presque vingt ans. Voir Wallerstein, 1991b. Pour une vision (non dénuée d'humour) de cette opposition, voir Frank, 2000. Sur les travaux de Frank, voir Manning et Gills, 2011.

Son centre, caractérisé par la forme étatique, concentre les activités les plus qualifiées et le capital, possède la puissance militaire et consomme l'immense majorité des surplus produits dans tout le système. À l'inverse, les régions périphériques, pourvues d'États faibles, concentrent la production de matières premières et les activités non qualifiées. Entre les deux : les régions semi-périphériques, souvent fortement militarisées, tiraillées entre la mise en place d'un gouvernement central et une noblesse dont le pouvoir est largement local, et disposant d'une économie plus diversifiée leur permettant d'exploiter les régions les plus périphériques.

Ce que nous venons de présenter constitue une structure générale dont les manifestations empiriques peuvent varier. D'après Immanuel Wallerstein, pendant de nombreux siècles, le *centre* est localisé en Angleterre et dans le nord-ouest de l'Europe, la semi-périphérie correspond à l'Europe méditerranéenne tandis que les terres du Nouveau Monde, l'Europe orientale et une partie de l'Asie forment la périphérie du système. Mais les mécanismes qui ont permis la création du système-monde moderne continuent à transformer son organisation. Ainsi, au cours de la période qui s'étend entre les années 1730 et 1820, l'économie-monde européenne se procure de nouveaux débouchés dans le sous-continent indien, dans l'Empire russe, en Afrique de l'Ouest ainsi que dans l'Empire ottoman. Toutefois le changement au sein du système se produit aussi par la modification de la hiérarchie des États – l'Angleterre succédant aux Provinces-Unies au cours du XIX^e siècle, avant de se voir supplanter par les États-Unis au cours du XX^e – ainsi que par les transformations idéologiques et politiques affectant les États du centre. La Révolution française et ses conséquences occupent donc assez logiquement une grande part du troisième volume, non pas tant pour accentuer son importance que pour l'interpréter comme une phase ultime de l'affrontement hégémonique entre la France et la Grande-Bretagne, une étape au sein d'un processus plus large. Le rôle joué par la Révolution française est plutôt celui d'une transformation idéologique majeure au cours de laquelle la souveraineté devient l'apanage du peuple, entraînant la formation de trois idéologies majeures – le conservatisme,

le libéralisme centriste et le radicalisme⁵ – dont l'opposition va marquer tout le XIX^e siècle. Si Wallerstein montre dans le volume IV comment le libéralisme centriste parvient à « dompter » les deux autres au prix d'un certain nombre de compromis, il met surtout en avant le concept de « mouvements antisystémiques », comme le socialisme, dont les revendications et les actions modifient les structures sociales internes des pays du centre ou les politiques qui se développent en son sein.

Au sens strict, le système-monde moderne ne devient mondial qu'à la fin du XIX^e siècle et il continue encore à se mondialiser aujourd'hui. Depuis la seconde moitié du XX^e siècle, le centre, dominé par les États-Unis, inclut le Japon, la semi-périphérie se composant des États non occidentaux dont l'indépendance est ancienne, tandis que la périphérie est formée par les anciennes colonies occidentales. Si les deux volumes devant conclure l'entreprise sont encore en cours de rédaction, Wallerstein s'est déjà exprimé sur l'époque contemporaine, qu'il estime être une « époque de transition » vers un autre système, la glorification actuelle de la mondialisation correspondant en définitive au « chant du cygne de notre système historique⁶ » (Wallerstein, 1998).

En matière d'épistémologie, Wallerstein invite à comprendre l'historicité de la dichotomie convenue entre science et philosophie. C'est en effet entre ces deux pôles que se sont constituées les sciences sociales, parfois de manière tout à fait paradoxale. Ainsi la discipline historique s'est-elle formée contre les lois de la philosophie de l'histoire avant que ne se développe en son sein une opposition identique entre les tenants de l'analyse nomothétique favorisant le général et ceux de l'idiographie favorisant le particulier. Wallerstein plaide pour un dépassement des principales disciplines des actuelles sciences sociales afin de les rendre moins équivoques et de les débarrasser des vestiges durcis de leur passé. Même s'il n'est pas le premier à pointer du doigt les conditions historiques et sociales de la formation des

5. Difficile ici de ne pas sentir l'influence **6.** Citation traduite par Stéphane Dufoix, de Robert Nisbet ([1966] 1984).

socles disciplinaires actuels, Wallerstein propose de considérer que les disciplines représentent simultanément trois choses : des catégories intellectuelles, des structures institutionnelles et enfin des cultures. Or, ces trois choses sont historiquement fondées et ne constituent nullement *en réalité* des blocs à tout jamais indépassables. Pourtant, tout se passe comme si les frontières entre les catégories, les structures et les cultures étaient presque hermétiquement fermées afin de protéger des chasses soi-disant gardées, que ce soit des méthodes ou des objets d'étude.

L'historicisation des fondations des sciences du social sert de tremplin à Wallerstein pour en appeler, dans le cadre d'un scénario qu'il juge lui-même peu probable, mais qu'il souhaite, à la transgression volontaire, réfléchie et collective des barrières disciplinaires afin de réunifier les sciences sociales sous la forme d'une « science sociale historique » attentive *à la fois* aux structures et aux changements, c'est-à-dire à la complexité fondamentale du réel. Dans ce cadre, les concepts devraient être – et l'on retrouve ici une réflexion très proche de celle que l'on peut lire chez Max Weber mais aussi chez Pierre Bourdieu – non des descriptions de la réalité, mais des instruments permettant de mieux approcher une réalité qui toujours nous échappe dans son ensemble. Cette science sociale historique n'est possible qu'à condition de reformuler le socle épistémologique des sciences sociales actuelles, mais aussi des sciences naturelles. Concernant ces dernières, Wallerstein montre, en s'appuyant sur le chimiste Ilya Prigogine, qu'elles ne sont en aucune manière le territoire du certain et du vrai, mais bien plus celui de l'incertain et du plausible. Le monde dans lequel nous vivons n'étant plus ce XIX^e siècle, qui a vu la fondation des sciences sociales, il est temps de « repenser » ces dernières, c'est-à-dire de cesser de les penser sous une forme ancienne pour les adapter aux transformations du monde.

Stéphane DUFOIX

Références bibliographiques

- ARRIGHI, Giovanni**, [2007] 2009, *Adam Smith à Pékin. Les promesses de la voie chinoise*, traduction de Nicolas Vieillescazes, Paris, Éditions Max Milo.
- FRANK, André Gunder**, 2000, « Immanuel and Me With-Out Hyphen », *Journal of Modern World-Systems*, XI (2), printemps-été, numéro spécial « Festschrift for Immanuel Wallerstein », p. 216-231. Disponible en ligne.
- MANNING, Patrick et GILLS, Barry K. (éd.)**, 2011, *Andre Gunder Frank and Global Development. Visions, Remembrances, and Explorations*, Londres-New York, Routledge.
- PALUMBO-LIU, David, ROBBINS, Bruce et TANOUKHI, Nirvana (éd.)**, 2011, *Immanuel Wallerstein and the Problem of the World: System, Scale, Culture*, Durham, Duke University Press.
- ROBINSON, William**, 2011, « Globalization and the sociology of Immanuel Wallerstein: a critical appraisal », *International Sociology*, vol. 26, n° 6, novembre, p. 723-745.
- WALLERSTEIN, Immanuel**, 1958, « Le Ghana face au présent », *Présence africaine*, XVIII-XIX, février-mai, p. 184-194.
- , 1991a, *Unthinking Social Science: The Limits of Nineteenth Century Paradigms*, Cambridge, Polity Press (traduction française : *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, traduction d'Anne-Emmanuelle Demartini et Xavier Papais Paris, Presses universitaires de France, 1995).
- , 1991b, « World System versus World-Systems: A Critique », *Critique of Anthropology*, 11(2), p. 189-194 (traduction française : « Système mondial contre système-monde : le dérapage conceptuel de Frank », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, automne 1990, p. 219-222).
- (dir.), 1996, *Ouvrir les sciences sociales. Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales*, traduction de Jean-Michel et Sophie Blanquer, Paris, Descartes & Cie.
- , 1998, *Utopistics, or the Historical Choices of the Twenty-First Century*, New York, The New Press (traduction française : *L'utopistique ou les choix politique du XXI^e siècle*, traduction de Patrick Hutchinson, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2000).
- , 1999, *The End of the World as We Know It: Social Science for the Twenty-First Century*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- , 2004a, *The Uncertainties of Knowledge*, Philadelphie, Temple University Press.
- , 2004b, *World-Systems Analysis: An Introduction*, Durham, Duke University Press (traduction française : *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, traduction de Camille Horsey, Paris, La Découverte, 2006, p. 147.)
- , [1974], 2011a, *The Modern World-System*, vol. I : *Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth*

Century, Berkeley, University of California Press, (traduction française : *Le Système du monde du XV^e siècle à nos jours*, t. I : *Capitalisme et économie-monde*, Paris, Flammarion, 1980).

–, [1980] 2011b, *The Modern World-System*, vol. II : *Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, Berkeley, University of California Press, (traduction française : *Le Système du monde du XV^e siècle à nos jours*, t. II : *Le Mercantilisme et la consolidation de l'économie-monde européenne*, traduction de Claude Markovits, Paris, Flammarion, 1984).

–, [1989] 2011c, *The Modern World-System*, vol. III : *The Second Area of Great Expansion of the Capitalist World-Economy, 1730-1840's*, Berkeley, University of California Press.

–, 2011d, *The Modern World-System*, vol. IV : *Centrist Liberalism Triumphant, 1789–1914*, Berkeley, University of California Press.

–, 2012, « Robinson's critical appraisal appraised », *International Sociology*, 27, juillet, p. 524-528.

